

A France Télévisions, les rédacteurs en chef incités à parler davantage d'Europe



Un journaliste devant l'entrée de la Commission européenne à Bruxelles, en octobre 2019. KENZO TRIBOUILLARD / AFP

LETTRE DE BRUXELLES

« *Diversité, visibilité, Outre-Mer, Europe* ». Ce libellé, dont la deuxième partie peut paraître pour le moins énigmatique, décrit les objectifs assignés aux rédacteurs en chef de France Télévisions depuis quelques mois, et dont dépend désormais une partie, variable, de leur rémunération. Passons sur la diversité, qui laisse manifestement à désirer sur les chaînes publiques comme au sein de nombreux titres de presse, et dont on comprend bien les enjeux. Pour le reste, il faut l'avouer, l'objectif de nature éditoriale qui est ainsi assigné aux équipes dirigeantes de France Télévisions est plus surprenant.

Mais, c'est un fait, si l'outre-mer et l'Europe n'ont pas grand-chose à voir sur le fond, elles ont en commun d'être négligées dans le traitement de l'actualité par le groupe public. Quelles sont les raisons qui ont pu pousser le groupe présidé par Delphine Ernotte à vouloir « intéresser » financièrement ses équipes rédactionnelles à l'actualité européenne ?

Bruxelles est pourtant moins loin de Paris que Basse-Terre ou Fort-de-France, et c'est là que se décide une bonne part de ce qui deviendra ensuite la législation française. Mais force est de constater que, de manière générale, la télévision française se sent peu concernée par ce qui s'y passe. Sur les JT, à des heures de grande écoute, en effet, la matière communautaire est largement ignorée. Selon une étude de la Fondation Jean-Jaurès, publiée en décembre 2019, ils n'y ont consacré que 2,7 % de leurs sujets – c'est-à-dire autant qu'à l'ONU... – en 2018.

Quelques secondes pour l'investiture d'Ursula von der Leyen

Si, dans ce paysage, France 2 ou France 3 font mieux que TF1, elles ne peuvent néanmoins pas se vanter d'être à la hauteur des enjeux. Un seul exemple, parmi d'autres, de ce désamour de France Télévisions pour l'Europe : quand, le 16 juillet 2019, les eurodéputés confirment l'investiture d'Ursula von der Leyen à la présidence de la Commission – l'ex-ministre d'Angela Merkel est la première femme à occuper ce poste –, le « 20 heures » de France 2 n'en fait mention que quelques secondes, évoquant « *des nouvelles de l'étranger : à Strasbourg, le Parlement européen...* ».

Lire aussi Le long chemin européen d'Ursula von der Leyen

France Télévisions, c'est vrai, propose deux heures et demie d'émissions (« La faute à l'Europe » et « Drôle d'Europe ») consacrées à l'Europe chaque semaine. Il a aussi été seul à accepter de diffuser, au printemps 2020, la série *Parlement, qui relate les débuts (difficiles et cocasses) d'un jeune assistant parlementaire auprès d'un eurodéputé français largué.* Mais, dans un cas comme dans l'autre, ces programmes sont diffusés sur la plateforme FranceInfo, qui bénéficie d'une audience relativement restreinte.

Clément Beaune, le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, auquel il ne peut pas être reproché de ne pas tenter d'incarner l'Europe tant il se déploie dans les médias français, s'agace régulièrement des insuffisances de France Télévisions. Il faut « *renforcer les mécanismes qui conduisent nos chaînes publiques à parler davantage d'Europe (...)* *Cherchons tous les moyens possibles de contrainte ou de pression pour arriver à cela* », déclarait-il, lors d'une audition à l'Assemblée nationale le 17 septembre 2020, en évoquant « *une obligation de service public* ».

Lors de l'examen du projet de loi audiovisuel, début 2020, plusieurs amendements avaient été déposés (et adoptés) par des députés de la majorité présidentielle afin de pousser France Télévisions à renforcer sa couverture européenne. La crise du Covid-19 a mis un terme à l'examen du texte. Mais Clément Beaune compte néanmoins faire de nouvelles propositions très bientôt.

« Un sujet extrêmement politique »

Car l'Europe, a-t-il coutume de répéter, « *ce n'est pas des affaires étrangères ou des affaires lointaines (...)* *c'est un sujet extrêmement politique* ». De fait, Emmanuel Macron l'a mis au cœur de son action, et il compte bien faire valoir ses succès à Bruxelles, s'il devait se présenter à sa succession en 2022. De ce point de vue, la présidence française du Conseil de l'Union européenne, dans les six premiers mois de cette année électorale, doit

permettre au chef de l'Etat de réaffirmer son engagement et de montrer aux électeurs – si tant est qu'ils en soient informés – une Europe qui avance. C'est en tout cas le souhait de l'Elysée.

Lire la chronique : « Macron ne construira pas tout seul "l'Europe puissance" dont il rêve »

Il est vrai que l'Europe – technocrate, mal incarnée, complexe... – n'est pas toujours télégénique. Mais, il est un terrain que la matière communautaire, aussi ardue puisse-t-elle paraître, commence à investir : celui de la fiction. Dans *La Clé USB*, publié en 2019, puis *Les Emotions* l'an passé, le romancier Jean-Philippe Toussaint a choisi comme personnage principal Jean Detrez, chercheur en prospective pour la Commission. Et dans *La Capitale* de Robert Menasse ou *Les Compromis* de Maxime Calligaro et Eric Cardere, parus dans les deux dernières années, Bruxelles devient le terrain de jeu d'enquêtes policières.

« *Il faut peupler l'imaginaire européen, créer des images qui y soient associées. En matière culturelle, l'Europe est quasiment une terre vierge* », juge Maxime Calligaro. Le jeune romancier, qui, au quotidien, travaille au Parlement européen pour le groupe des libéraux de Renew Europe (auquel sont rattachés les élus macronistes), a bien l'intention de l'habiter.

« *Regardez le succès du livre de Philippe de Villiers ! Jusqu'ici, seuls les populistes ont su trouver le storytelling pour intéresser à l'Europe* », argue-t-il. Avec son coauteur, ils sont aussi les scénaristes de la série *Parlement* évoquée ci dessus, et qui a rencontré son public. D'ailleurs, France Télévisions a commandé la saison deux. Diffusion prévue au premier semestre 2022. Emmanuel Macron appréciera.

Retrouvez ici toutes les *Lettres de nos correspondants*

Virginie Malingre (Bruxelles, bureau européen)

•
